

Lundi 14 décembre 2009

l'étincelle*

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

pour la construction d'un parti des  *travailleurs communiste révolutionnaire*

Sauvons la planète ... du capitalisme !

Cela fait donc une semaine que les représentants de 192 États se sont lancés à Copenhague dans une discussion « historique », disent-ils, pour lutter contre la pollution et limiter le réchauffement climatique. Des milliers de diplomates, politiciens et lobbyistes réunis pour sauver la planète !

Malgré l'énergie déployée pour nous présenter le sommet comme l'événement du siècle, la réunion de Copenhague apparaît jour après jour plus clairement pour ce qu'elle est : une opération géante de communication et pas grand-chose d'autre.

Pas vraiment une surprise. Et pas non plus une première. Depuis le « sommet de la terre » à Rio en 1992 et le « protocole » de Kyoto en 1997, on commence à avoir l'habitude de ces grandes messes. Pour quel résultat ? Depuis Rio les émissions mondiales de CO2 ont augmenté de 30 %, et depuis 2000 elles augmenteraient plus rapidement que jamais.

Ce qui s'est passé de plus spectaculaire à Copenhague ces derniers jours, c'est sans doute l'ampleur des manifestations rassemblant samedi des dizaines de milliers de personnes du monde entier pour protester contre cette mascarade. Et aussi l'ampleur de la répression avec un millier d'arrestations.

C'est qu'il y a de quoi être révolté par le sort que le capitalisme réserve à l'environnement. Et de quoi être outré d'entendre experts, ministres et chefs d'État, pérorer sur le « développement durable » et nous faire la morale sur le tri individuel des déchets et les économies d'eau en se brossant les dents, ou nous reprocher d'aller travailler en voiture, avec une taxe carbone en guise de punition.

Car ceux qui voudraient nous faire porter le chapeau pour tous les maux de la terre, sont les représentants des principaux pollueurs, les trusts qui dominent la production agricole et industrielle de la planète. Ce sont avant tout les grandes industries, en particulier celles des pays riches, qui sont les principales responsables de la pollution. En France, les déchets produits par les ménages représentent 4 % des déchets, les 96 % restants viennent de l'industrie et l'agriculture (les paysans étant soumis aux dictats des fabricants de pesticides et des firmes de l'agro-alimentaire). Tout comme la plus grande partie des émissions de CO2 vient des grands industriels.

On pourrait multiplier les exemples des catastrophes écologiques dont les patrons des grands trusts sont responsables. Depuis celle de Bhopal, en Inde, il y a tout juste 25 ans, lorsque l'explosion d'une usine américaine de pesticide avait fait plus de 15 000 morts et libéré un nuage de 40 tonnes de gaz toxiques. Aujourd'hui encore plus de 100 000 personnes continuent d'y souffrir de troubles respiratoires, cancers ou malformations. Le trust chimique responsable, Union Carbide, après avoir versé une compensation dérisoire de 310 millions d'euros (300 € par victime en moyenne) aux autorités indiennes s'est dégagé de toute responsabilité. Tout comme les patrons de Total, responsables de 31 morts, plusieurs milliers de blessés 30 000 logements détruits avec l'explosion de l'usine AZF à Toulouse en 2001, et qui viennent d'être relaxés par la justice française.

Il n'est jamais question de faire payer la note aux patrons. Au contraire, l'écologie est devenue pour eux un marché. Le droit à polluer a aujourd'hui sa bourse où s'échangent et se vendent des autorisations d'émissions de CO2 que leur accordent gratuitement les États. Un comble !

Oui, c'est le même patronat responsable de l'exploitation et aujourd'hui des vagues de licenciements et du chômage, qui pollue la planète. Et d'ailleurs ce sont toujours les travailleurs et les populations pauvres qui sont les victimes de cette pollution, des catastrophes industrielles comme souvent quotidiennement au travail de l'exposition à toutes sortes de polluants. Alors ce sont les patrons et leur organisation de la société, le capitalisme, qu'il faudra renverser pour assurer un avenir à la planète et à ses habitants.

Et pour cela, un seul moyen : la lutte de classe. Oui, il va falloir que ça chauffe !

Cherté de la vie et charité patronale

Lors des NAO, la direction a gracieusement offert 0,7 % d'AGS avec 11 € minimum. Une aumône !

Selon une enquête INSEE de 2007 publiée la semaine dernière dans les médias, à peine 3 % des salariés considèrent le montant de leur salaire comme normal. Et un salarié sur deux aspire à une augmentation mensuelle de 330 €.

Mais cette augmentation-là, il va falloir aller la chercher nous-mêmes.

La mauvaise pente

La direction voudrait étendre le système de rémunération des cadres aux ETAM au coefficient 365 ou plus. Elle leur fait miroiter des primes de performances individuelles (comme en 2009 ?). Et en contrepartie ? Pas d'AGS et des forfaits jour avec à la clé des dépassements des horaires de travail ?

Plutôt que d'augmenter le volume des mesures salariales, la direction préfère que chacun cherche à avoir une meilleure part que ses collègues. L'individualisation des rémunérations mène à la concurrence et à l'isolement (qui mènent au suicide).

Alors appliquons les mêmes règles pour tous, mais en généralisant les Augmentations Générales de Salaires aux Cadres, pas en faisant l'inverse.

Prime à la grève

La direction prétend que la prime de 500 € est une « reconnaissance de (notre) engagement dans l'atteinte d'un free cash flow positif ». La réalité est toute autre : les récentes grèves à Villeroy, Flins ou Cergy sur les salaires ont dû la faire réfléchir...

Vases communicants

Le plan salaire 2010 entérine le versement de bonus pour les hauts cadres (PPG) qui ont atteint leurs objectifs de free cash flow. Ceux-là vont toucher le jackpot pour avoir réduit les budgets, les effectifs et les rémunérations : le tout à nos dépens.

La direction, jamais avare de com', n'a plus qu'à publier le montant des 10 plus grosses primes.

Dans dynamique, il y a « hic » !

En même temps que le gouvernement allonge la durée de cotisation, et de fait recule l'âge de départ en retraite, il prie les entreprises de négocier des accords sur « l'employabilité des séniors ». Ainsi la direction de Renault, après avoir incité les anciens à partir dans le PRV, négocie sur la « dynamique de leurs parcours professionnels » !

Le seul bon parcours, c'est celui qui nous évitera de travailler jusqu'à 70 ans tout en étant mis au placard à 50. Et si on revenait aux 37,5 années de cotisation ?

L'art de gouverner par les sondages

Après avoir juré que le chômage partiel n'aurait aucune incidence négative sur les conditions de travail, la direction a demandé à Technologia de mener une enquête en ligne sur ses conséquences.

Il aurait mieux fallu commencer par se soucier d'abord des salariés au lieu du free cash flow.

De quoi se faire prendre en grippe

Le directeur de la DIPV (ex-CRPV) est venu travailler avec la grippe. Pour montrer l'exemple du bon manager dévoué à son entreprise ?

Grippe A ou pas, quand on est malade et en plus en arrêt, on ne vient pas au travail. Ne serait-ce que pour ne pas contaminer ou inquiéter ses collègues. Un exemple à ne pas suivre.

Jamais 1 sans 3

Pas gêné : Vestalia a fait travaillé les salariés du CMV (garage du pool) 1h30 de plus par semaine pendant 3 ans gratuitement. Ceux-ci ont finalement obtenu 10 jours de RTT supplémentaires en 2009. Mais la direction bloque encore sur la rétroactivité concernant les deux années précédentes.

Ce qui était illégal en 2009 ne l'était pourtant pas moins en 2008 ou en 2007.

Les accords ne s'usent que si l'on ne s'en sert pas

Les jours chômés, les 150 salariés d'Avenance qui travaillent au TCR doivent soit accepter des mutations sur d'autres sites, souvent plus éloignés, soit prendre des congés payés ou sans solde.

Sauf que l'accord RTT d'Avenance permet d'augmenter jusqu'à 23 jours, le nombre de RTT en cas de fermeture de l'entreprise cliente. Reste à le faire appliquer ...

Du rôle à toutes les sauces

Renault se lance dans la « mobilité durable ». S'agit-il des mutations forcées des salariés ? Non, juste une opération de promotion des déplacements « alternatifs » : covoiturage, éco-conduite, etc.

Gonflé, quand sa direction laisse supprimer des lignes de bus desservant le Technocentre !

Poussé à bout

Selon France Soir, « le changement de poste d'un salarié de Renault Sandouville l'a probablement poussé au suicide ». Subissant des pressions depuis plusieurs mois pour qu'il accepte sa mutation, celui-ci a avalé des médicaments à l'usine jeudi dernier.

La CGT avait déjà alerté la direction. Mais il a fallu cette tentative pour que la direction envisage de « prendre plus de temps » avec ce salarié.

C'est ce que les managers apprennent dans leurs formations sur la gestion du stress ?